Nkurunziza recevra la délégation de l'UA juste "par courtoisie diplomatique"

PANA, 07 fÃ©vrier 2016 "Baroud dâ€™honneur" de l'UA aprÃ¨s la dÃ©convenue du rÃ©cent sommet dâ€™Addis-Abeba sur l Burundi ? (analyse) Par Ferdinand Bigumandondera, correspondant de la PANA Bujumbura, Burundi - Les prÃ©sidents mauritanien, Mohamed Ould Abdel Aziz,Â sud-africain Jacob Zuma,Â sÃ©nÃ©galais Macky Sall, gabonais Ali Bongo Ondimba, ainsi que la Premier ministre Ã©thiopien, Hailemariam Desalegn (Photos, de g Ã d), devraient effectuer prochainement une mission au Burundi avec le dÃ©fi de rÃ©ussir lÃ oÃ¹ le 26Ã¨me sommet ordinaire des chefs dâ€™Etat et de gouvernement de lâ€™Union africaine (UA), des 30 et 31 janvier derniers, dans la capitale Ã©thiopienne, nâ€™Ã©tait pas parvenu Ã dÃ©gager u consensus suffisant sur la nÃ©cessitÃ© dâ€™une force panafricaine de stabilisation de la situation politique et sÃ©curitaire dÃ©lÃ©tÃ¨re et volatile depuis plus de neuf mois dans ce pays des Grands lacs, apprend-on de source diplomatique Ã Bujumbura.

Le chef de lâ€™Etat burundais, Pierre Nkurunziza, nâ€™avait pas fait le dÃ©placement dâ€™Addis-Abeba et sâ€™est fait rep le deuxiÃ¨me vice-prÃ©sident de la rÃ©publique, en charge des questions Ã©conomiques et sociales, Joseph Butore, pour rÃ©itÃ©rer le refus catÃ©gorique de troupes Ã©trangÃ¨res dans un pays "souverain" et oÃ¹ rÃ¨gne la paix sur "plus de 99%" du territoire national. Le prÃ©sident burundais a cessÃ© les dÃ©placements Ã lâ€™Ã©tranger depuis la tentative de putsch milita mois de mai dernier qui a Ã©tÃ© opÃ©rÃ©e contre lui, au moment oÃ¹ il se trouvait en mission de travail en Tanzanie voisine. Une dÃ©lÃ©gation des 15 ambassadeurs des pays membres du conseil de sÃ©curitÃ© des nations unies avait effectuÃ©, le mo dernier, une visite de travail auprÃ¨s du chef de lâ€™Etat burundais, sans obtenir de satisfaction sur les appels Ã un dialogue inclusif de tous les protagonistes de la crise, encore moins sur lâ€™idÃ©e dâ€™une force africaine de stabilisation du pays. AussitÃ´t Ã©lu par le 26Ã¨me sommet dâ€™Addis-Abeba pour prÃ©sidait aux destinÃ©es de lâ€™UA, cette annÃ©e, la premiÃ dÃ©cision du chef de lâ€™Etat tchadien, Idriss Deby Itno, a Ã©tÃ© de constituer et de dÃ©pÃªcher, Ã une date non encore con une "dÃ©lÃ©gation de haut niveau" chargÃ©e de dire de vive voix aux protagonistes de la crise burundaise, la nÃ©cessitÃ© de nouer un dialogue inclusif dont dÃ©pend pour beaucoup, le retour Ã la paix qui reste sÃ©rieusement menacÃ©e par les consÃ©quences sÃ©curitaires, politiques, sociales et Ã©conomiques nÃ©fastes dâ€™un conflit Ã©lectoral mal rÃ©solu depuis neuf mois, entre le pouvoir et lâ€™opposition. Un communiquÃ© du prÃ©sident entrant de lâ€™UA indique que la dÃ©lÃ©gatio niveau, qui sera dÃ©pÃªchÃ©e au Burundi, reprÃ©sentera les cinq rÃ©gions du continent africain. Câ€™est ainsi que le prÃ©s la RÃ©publique islamique de Mauritanie va reprÃ©senter la rÃ©gion de lâ€™Afrique du Nord; le Sud-africain, l'Afrique australe; SÃ©nÃ©galais, lâ€™Afrique de l'Ouest; le Gabonais, l'Afrique centrale; et le Premier ministre Ã©thiopien, la rÃ©gion de lâ€™Af l'Est. La dÃ©lÃ©gation n'inclut pas le chef de l'Etat ougandais, Yoweri Kaguta Museveni, dont la mÃ©diation sous-rÃ©gionale dans la crise burundaise commence Ã montrer des signes dâ€™essoufflement. La difficultÃ© prÃ©visible dans lâ€™accomplissement de cette ultime tentative mÃ©diation continentale est que, pour le gouvernement burundais, sa "cause a Ã©tÃ© dÃ©jÃ entendue" Ã Addis-Abeba, sans toutefois refuser de recevoir la dÃ©lÃ©gation "par courtoisie diplomatique", prÃ© nombre dâ€˜observateurs Ã Bujumbura. Les lampions sâ€™Ã©taient Ã peine Ã©teints sur Addis-Abeba que le gouvernement burundais sortait dÃ©jÃ un communiquÃ© saluant chaleureusement la "sage" dÃ©cision du sommet de sursoir Ã la proposition du conseil de paix et sÃ©curitÃ© de lâ€™UA, de dÃ©ployer au moins 5.000 militaires et policiers dâ€™une "Mission africaine de prÃ©vention et de protection au Burundi" (MAPROBU), tant que les autoritÃ©s du pays concernÃ© nâ€™auront pas donnÃ© leu vert. Un feu vert aujourdâ€™hui encore hypothÃ©tique pour le pouvoir burundais dont lâ€™argument invariable et soutenu par nombre de chefs dâ€™Etat africains est que des troupes dâ€™occupation Ã©trangÃ¨res ne sont pas les bienvenues et souhaita dans un Â« pays souverain Â» et qui jouit dâ€™une paix sur "plus de 99%" du territoire national. Lâ€™autre argument qui risqu dâ€™Ãªtre opposÃ© et rÃ©pÃ©tÃ©, comme Ã dâ€™autres visites diplomatiques, Ã la dÃ©lÃ©gation de haut niveau, soit-il, de gouvernement burundais a dÃ©jÃ enclenchÃ© un dialogue national ouvert Ã toutes les composantes sociopolitiques du pays pour se pencher et trouver des solutions aux diffÃ©rents problÃ¨mes de lâ€™heure dans le pays. Le gros des opposants au rÃ©gime se trouve en exil Ã lâ€™Ã©tranger et ne sont pas Ã©ligibles au dialogue national tant que leur sort nâ€™aura pas Ã© par la justice sur leur rÃ´le prÃ©sumÃ© dans le "mouvement insurrectionnel" des mois passÃ©s qui a failli emporter le pouvoir en place au Burundi , rÃ©pÃ¨te-t-on encore infatigablement dans les milieux officiels Ã Bujumbura. Le conseil de paix et de sÃ©curitÃ© de lâ€™UA avait cru bien faire en proposant, Ã la mi-dÃ©cembre, lâ€™idÃ©e de la MAPROBU pour stopper les vio politiques qui ont fait plus de 400 morts et envoyer en exil forcÃ© autour de 300.000 autres burundais depuis le mois dâ€™avril dernier. Une partie de la population a Ã©tÃ© Ã©galement prÃ©parÃ©e et conditionnÃ©e au refus de la force africaine de stabilisation de la situation au Burundi qui fait encore craindre Ã certains de la communautÃ© internationale, le retour Ã une nouvelle guerre civile, dans le moindre des cas, et Ã un gÃ©nocide, dans le pire des cas. Lâ€™UA est sous de fortes pressions des puissances occidentales pour intervenir et Ã©viter au Burundi quâ€™il ne bascule dans un conflit ethnique qui opposerait, une fois de plus, lâ€™ethnie majoritaire des hutu, actuellement au pouvoir, et la minoritÃ© tutsi qui dirigeait le pays lors de la guerre civile Ã caractÃ¨re ethnique des annÃ©es 1990, avant de cÃ©der Ã la faveur des premiÃ¨res Ã©lections pluralistes, au suffrage universel, de la mÃªme pÃ©riode. Lors des cÃ©rÃ©monies commÃ©moratives du 25Ã¨me anniversaire de lâ€™adopti la charte de lâ€™unitÃ© nationale, le 5 fÃ©vrier dernier, le prÃ©sident Nkurunziza a envoyÃ© un message en direction de "ceux nâ€™ont que le gÃ©nocide Ã la bouche Ã des fins inavouÃ©es", de lâ€™importer chez eux car, "le gÃ©nocide nâ€™aura jam son pays. Le pari le plus risquÃ© est par contre celui dâ€™empÃªcher quâ€™une nouvelle guerre civile nâ€™Ã©clate Ã tout r un pays oÃ¹ deux mouvements rebelles se sont dÃ©jÃ ouvertement dÃ©clarÃ©s et revendiquent de plus en plus des attaques armÃ©es visant, Ã terme, le renversement du rÃ©gime en place au Burundi. La survie Ã une nouvelle guerre civile tient encore aux rivalitÃ©s pour le leadership qui semblent miner les deux principaux mouvements rebelles dÃ©jÃ dÃ©clarÃ©s, note les observateurs pessimistes. Le dernier communiquÃ©, via les rÃ©seaux sociaux, de la RÃ©sistance pour lâ€™Etat de droit (RED) dÃ©nonce sa rivale des Forces rÃ©publicaines du Burundi (FOREBU) de sâ€™Ãªtre appropriÃ©e frauduleusement une attaque armÃ©e de fin janvier dernier, contre des policiers loyalistes. RED se scandalise encore que les FOREBU se soient attribuÃ©es de nouvelles attaques armÃ©es du 6 fÃ©vrier dernier, au nord et au sud de la capitale burundaise. Dans ce dernier cas, le communiquÃ© trouve "le mensonge tellement grossier" que FOREBU dÃ©clare avoir tuÃ© des policiers

alors que lâ€™attaque Ã©tait de RED contre des positions militairesÂ de la capitale. Une guerre des chefs rebelles qui ne doit pas dÃ©plaire le rÃ©gime central encore solidement soutenu par des corps de dÃ©fense et de sÃ©curitÃ© dont la preuve a Ã©t apportÃ©e par lâ€™Ã©chec de la tentative de putsch militaire, en moins de 48 heures, au mois de mai dernier. La tentative de putsch Ã©tait intervenue au plus fort des manifestations de rue contre le troisiÃ¨me mandat du chef de lâ€™Etat burundais en dÃ©placement Ã lâ€™Ã©poque des faits, Ã lâ€™Ã©tranger. Le gouvernement burundais reste encore convaincu que les adv puisent pour le moment leur forces dans des soutiens extÃ©rieurs, provenant des pays de refuge des opposants politiques et militaires, essentiellement au Rwanda voisin et en Belgique, lâ€™ancienne puissance tutrice du Burundi.